

CONTRE LA MISERE ET LA GUERRE

en dehors
des partis
politiques

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 281
VENDREDI 14 SEPTEMBRE 1951
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

malgré les
divisions
syndicales

UNITÉ D'ACTION OUVRIÈRE

NON A LA GUERRE

NON A LA MISERE

Les menteurs jouent avec le feu

JUSTE un an après le déclenchement de la guerre de Corée, après avoir perpétré les plus sanglants massacres de l'histoire, Washington et Moscou, un jour de juin 1951, se remettaient à « flirter ». Ce fut Kaesong. Du jour au lendemain, les « crimes », les responsabilités, la volonté de guerre que les deux clans se je-

maximum de ses gains possibles avec le coup de Prague et l'assistance relative accordée à Mao Tsé Toung. Tito en révolte, l'Allemagne d'Adenauer occupée et réoccupée, la France et l'Italie stoppant l'avance des partis « communistes », autant d'indices d'une perte de vitesse, sinon d'un arrêt... Une Europe relativement rétablie dans

contre ces deux machines de guerre américaines, le prouve. Il fallait donc en sortir. Berlin ? L'Iran ? C'était trop risquer la guerre ouverte et générale avec l'intervention nécessaire de l'armée « rouge ». Seule, la Corée offrait l'occasion d'un conflit limité dont l'U.R.S.S. avait bien des chances de pouvoir régler le déroulement, sans intervenir officiellement, se réservant au besoin de se tirer Georges FONTENIS. (Suite page 2, 4^e col.)

Quels sont les diviseurs ?

TRAHIS « jusqu'à la gauche », les travailleurs sentent la nécessité de s'unir. Souder les classes laborieuses en une seule force de progrès social, fonder en un seul effort de transformation sociale tous ceux qui ont des objectifs communs à imposer, tel est le but que se fixent les travailleurs clairvoyants. Cet objectif d'unité ouvrière, les circonstances elles-mêmes l'imposent. Comment cela ?

Les trains de hausse, chaque semaine, se succèdent : le prix du pain a augmenté deux fois plus que les salaires ; la viande, le café, le chocolat, le savon, le gaz et l'électricité ont vu leur prix se majorer d'une manière analogue et aucune « opération Biffcock » n'y changera rien ! Le coût de la vie s'est accru de 25 pour cent en l'espace d'un an, tandis que les heures de travail supplémentaires étaient imposées. Les impôts, de même, ont subi une courbe ascendante. Pourquoi cela et comment y remédier ?

Il faut, au premier chef, incriminer les Assemblées qui se sont succédées, plus soucieuses des intérêts des Partis, des commerçants, des marchands de canons et des curés, que préoccupées des légitimes revendications des classes laborieuses. Superbénéfices, course aux

armements, cléricatisation de l'école, répression antiouvrière, colonialisme, tels sont les maux que « nos » élus ont accentués. Mais sont-ils les seuls responsables ? Les travailleurs n'ont-ils nants, coupables de la misère populaire. Diviseurs professionnels, les bonzes des centrales politisées ont, par leur sectarisme, leur réformisme, leur mauvais foi égaré les travailleurs.

Le libertaire NON
ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien FAURE et Louise MICHEL)
ADMINISTRATION, RÉDACTION : 8 Rue de la Paix - PARIS 10^e - Téléphone : 107-10-11 (Rue de la Paix - Paris 10^e)
à la GUERRE

REFUSEZ-VOUS AU MASSACRE !

Ellevant d'imbéciles barrières entre les ouvriers, les états-majors syndicaux n'ont défendu que leurs propres intérêts, radicalement opposés à ceux de la base, les intérêts de la hiérarchie ! Quel est la direction syndicale qui ne place pas les cadres au pinacle ? Qui ose encore prétendre lutter, contre la monstrueuse hiérarchie des salaires, véritable déni de justice aux travailleurs sous-alimentés et misérables de la base ? Ni la C.G.T., ni F.O., ni la C.F.T.C. ne s'inquièrent des soucis urgents de la masse populaire qui végète au bas de l'échelle hiérarchique ! Comment les travailleurs, dans ces conditions, pourraient-ils s'unir dans un syndicat quelconque, espérer quoi que ce soit de la collaboration des états-majors syndicaux, aussi menteurs les uns que les autres ? Voilà, n'est-ce pas qui éclaire d'un jour nouveau l'angoissant problème des millions de travailleurs « inorganisés » ! C'est à ces travailleurs-là, qu'il importe de s'adresser, de donner des raisons d'espérer, de lutter, de s'unir, de vaincre. Que leur dirons-nous ?

Nous établissons ceci : la Commission supérieure des conventions collectives s'est réunie le 31 août, les dirigeants de toutes les centrales ou partis lui ont fait des propositions contradictoires. F.O. réclame timidement un salaire minimum fixé aux environs de 23.000 fr., la C.F.T.C. demande 23.200 fr., la C.G.T. 23.600 fr., les autonomes 25.000 fr., la C.G.S.I., elle, exige royalement 22.050 fr. pour 195 heures de travail par mois ! Les travailleurs n'ont-ils vraiment pas l'impression que les bonzes se moquent du monde, eux qui, entre deux séances, se sont mis tout à coup d'accord sur le chiffre de 23.600 fr. ? Ne savent-ils pas que les expressions « budget-type », « minimum interprofessionnel » ne servent, dans la plupart des cas, qu'à couvrir les injustices et les abus ? Que ce sont là des formules magiques derrière lesquelles s'embusquent les patrons ? Chacun sait cela, mais que doivent faire les travailleurs de la base, trompés et bafoués, pour se défendre et sauvegarder leur droit à la vie, le leur et celui de leurs proches ? Qu'ils nous comprennent, qu'ils s'organisent avec nous, qu'ils agissent !

Comment dit l'autre : « Pour nous, le Budget-Type doit comprendre les éléments permettant à tout homme de s'épanouir. Il faut qu'il puisse vivre pleinement au sens fort du terme, c'est-à-dire, physiquement, moralement, intellectuellement... dans une société en plein essor de progrès auquel il contribue. » C'est dire que rien de ce que les bonzes sont susceptibles de revendiquer, ni rien de ce que l'Etat et le patronat pourraient accorder, ne saurait nous satisfaire. Refusant la guerre, la misère, la répression, les anarchistes, tous ceux qui adoptent cette attitude, sont conduits à mener un combat radicalement différent, diamétralement opposé, par rapport à ce que tentent les diviseurs patentés, il s'agit du combat révolutionnaire !

Notre combat a pour objectif d'unir la classe ouvrière, d'arracher au patronat et à l'Etat tout ce qui peut lui être arraché, d'impulser, malgré les bonzes, contre les bonzes, un puissant

Charles DEVANÇON.
(Suite page 2, col. 6.)

ON DÉFAITISTE
5 HEURES DU MATIN ÉDITION PARISIENNE
l'Humanité
ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (P.C.F.)
Fondateur : Jean JAURES
Directeur : Marcel CACHIN
VENDREDI 25 août 1951
QUATRE ÉDITIONS

L'action de l'Union Soviétique par le pacte de non-agression avec l'Allemagne CONCOURT A RAFFERMIR LA PAIX GÉNÉRALE

Elle jette le désarroi dans le camp fasciste et transforme heureusement la situation en Extrême-Orient A Paris et à Londres de conclure l'accord avec l'U.R.S.S. pour organiser

taient à la face, quasi oubliés. Le sang, les larmes, que douze mois de bombardements au napalm et d'offensives-bouche à feu avaient coûtés, ne devaient plus servir qu'à monnayer, qu'à transiger, qu'à tirer profit. Oubliés, en un instant, les jeunes Chinois, Coréens, Yankees, que les propagandes atteintes menés au massacre à coups de mensonges et d'exhortations patriotiques. Des intérêts « supérieurs » venaient de fixer un terme à cette guerre furtive pour les tristes d'armement, « instructive » pour les états-majors.

Puis, ce furent les délais, les querelles de procédure, et ce sont maintenant les incidents dont chacun sent que, des deux côtés, ils ne sont produits ou invoqués que sur ordre, parce que les « intérêts supérieurs » sont plus complexes que ne peut le dire la servilité des journalistes bourgeois, que ne peut le croire la naïveté déconcertante de trop de pacifistes ballottés entre le désespoir et l'action de grâce.

Essayons, de notre côté, sur notre « Front », d'y voir clair. L'intention peut paraître présomptueuse, mais l'enchaînement des faits, depuis un an, nous permet de croire que nos analyses prudentes ne nous ont pas tellement égarés. La lecture des « Figaro » ou des « Aurore » d'il y a un an ne milite pas, par contre, en faveur des dons de voyance de leurs spécialistes !

Ce n'est guère que depuis le début des pourparlers de Kaesong que la guerre de Corée cesse d'être un mystère pour la plupart des « spécialistes » et qu'elle prend place, clairement, dans le jeu du Kremlin. Or, la règle essentielle, sinon unique, de ce jeu, c'est le soutien, à tout prix, des intérêts du « bastion » du « socialisme », l'empire de Staline.

Dans le cadre de la guerre froide, l'U.R.S.S. avait rapidement atteint le

DOUZE ANS APRÈS...

L y a douze ans, seulement douze ans, la guerre s'abaissait sur l'Univers. La Peur, la Mort, l'Horreur se généralisaient sur la planète. D'atroces génocides allaient étreindre, pour trop longtemps, l'Humanité prostrée. Discours, alliances, pactes et déclarations avaient eu pour résultat de rendre plus évidentes les intentions des Partis, des commerçants, des marchands de canons et des curés, que préoccupés des légitimes revendications des classes laborieuses. Superbénéfices, course aux

PRISONS D'AFRIQUE DU NORD
Au secours du peuple algérien

DANS toute l'Afrique du Nord, les exactions s'ajoutent aux exactions, les meurtres succèdent aux meurtres, le crime fait loi. Les moindres villages sont périodiquement le théâtre de sanglants méfaits coloniaux : Palestro, Hamman Bou Hadjar, Dra-el-Mizan, Lagouat, Khroubs, Ain-beida, Kenadza, Oued-zenati, Ghardja, etc., viennent d'être « civilisés » à nouveau par les soudards ivrognes, les procès font suite aux procès et de lourdes condamnations frappent les Algériens tels qu'à Bougie, Oran, Bône.

Il reste encore à ce jour dans les bas-tilles coloniales plus de 313 détenus qui se répartissent comme suit :

Algérie	150	détenus
Orléansville	19	—
Oran	45	—
Mascara	13	—
Tizi-Ouzou	42	—
Bougie	15	—
Sétif	12	—
Constantine	3	—

l'âme jamais trop — pour gracier un récidiviste de l'objection de conscience ?

Pour ce qui est de l'objection, ça passera-t-elle encore ? M. Benazet gagne son pécuniaire — mais « de conscience » !

M. Benazet ne peut pas comprendre ça. — Evidemment, — Quand même, être plus va- che qu'un ministre de la Guerre... Faut bien être le dernier des benazets de la presse parisienne (qui a compté pourtant de fades).

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

Chassons les tartuffes

Le combat laïque est revenu au premier plan de l'actualité. Il n'y a pas si longtemps « on » traitait de rétrogrades, de diviseurs, de semeurs de discorde ceux qui criaient

« casse-cou » devant la désaffection des « républicains » quant à ce combat. « On » est bien obligé de se rendre à l'évidence : un danger éminent menace tout l'édifice « républicain ». La foire d'empoigne déclinatoire est terminée et les « associés » ne sont plus d'accord pour le partage du gâteau. Les chouans du M.R.P. et les jacobins de la S.F.I.O. avaient fait un mariage de raison. Mais chacun pensait à « mettre l'autre dans sa poche ». En réalité, dans tous les cas, c'est l'électeur qui est jobardisé.

Il n'en reste pas moins vrai, ces vérités émisses, que la cléricaille, fameuse pêcheuse en eau trouble, essaie par un acte de gangstérisme de mettre la main sur l'Université. Le M.R.P. s'allie aux R.P.F. et républicains « indépendants » de gauche ou de droite pour faire aboutir les revendications cléricales que Pétain avait déjà imposées. Il s'oppose à son allié électoral la S.F.I.O. qui, de ce fait, mène son veto à ceux

Sail MOHAMED.
(Suite page 2, col. 2.)

MAUGET Paul.
(Suite page 2, 1^{re} col.)

Leur liberté

Comment Moscou « discrédite l'idéal socialiste »

Dans le numéro de « Risorgimento Socialista » du 4 août 1951, Ignazio Silone prend position comme suit devant de récentes affirmations de Nenni, socialiste stalinisant et apologiste du travail forcé en U.R.S.S. : « Les conditions historiques, très particulières, dans lesquelles est né le système actuellement établi en Russie, peuvent expliquer — sans que cela vienne diminuer les mérites ou démerites des hommes — beaucoup d'aspects négatifs du nouveau régime. Dans la période légaliste de la dictature (1918-1923) — lorsque nous voulions défendre la Révolution russe, même sous ses formes les plus impitoyables, contre les attaques de ses adversaires — nous avions principalement recours à l'argument des antécédents et des circonstances terribles qui pesaient sur elle. Mais, à cet argument essentiel, qui est encore valable « cum grane salis », la propagande officielle de l'époque stalinienne a bientôt renoncé, lui substituant une exaltation universelle, systématique et parfaitement stupide, de tout ce qui se fait en Russie. Aujourd'hui, il est hors de doute que la réalité la plus pénible, couramment admise et expliquée, offenserait moins que ne fait son travestissement et son apologie officiellement enthousiaste.

« Ainsi, l'existence en Russie de douze millions de forçats (douze millions de prolétaires sans droits politiques ou syndicaux, arrachés à leur famille et contraints à travailler dans des régions malsaines pour un salaire de famine) suscite à bon droit moins d'indignation que la conviction proclamée à ce sujet par le député Nenni — conviction folle, réactionnaire, absurde — selon laquelle cette ignominie du travail forcé est absolument « indispensable » dans un pays socialiste. Si le socialisme signifiait, en fait, non pas l'émancipation de tous les travailleurs, l'absolue liberté, l'humanisation des rapports sociaux, mais ce que l'honorable Nenni

voit en lui, il serait facile de démontrer que le socialisme « existait » à l'époque des Pharaons et des autres régimes esclavagistes, aujourd'hui heureusement dépassés.

« De même encore, la politique d'« égoïsme sacré » de l'Etat russe dans tous les pays satellites — avec l'extermination physique de toute opposition démocratique et socialiste et la détermination continue et implacable des groupes communistes qui cherchent à s'opposer au sacage des ressources économiques nationales de la part des « protecteurs » soviétiques — est moins

André PRUNIER.
(Suite page 3, col. 3.)

CHEZ LES AUTRES...

BEZANERIES
Mes faibles moyens pécuniaires et les ennuis financiers du Libertaire ne me permettent pas d'écrire ce que je pense vraiment du dénommé Benazet. Les procès sont hors de prix cette année. Donc, prière de lire entre les lignes dans L'Aurore du 20 août. M. Benazet — puisqu'il ne faut pas l'appeler par son nom, — commandant de réserve si je ne m'abuse, titre ainsi son caca quotidien : « L'ARMÉE DOIT AVOIR UNE ÂME »
Comme on vous le dit.
« La pénurie des co-

ères de carrière ? Elle s'atténuerait vite si l'Etat assurait aux officiers et sous-officiers les mêmes moyens d'existence qu'aux ser- mi-fonctionnaires du Gaz, de l'Electricité ou de la Sécurité sociale. »
En somme, M. Benazet veut du « foie » pour faire l'âne. AME, STRAM, GRAM...
Toujours à la recherche de l'âme qu'il voudrait voir chevillée au corps d'armée, ce brave homme de Benazet s'en prend aux huiles : « Ne s'en est-il pas troué un (un ministre de la Défense nationale) — on ne le rappel-

lera jamais trop — pour gracier un récidiviste de l'objection de conscience ?

Pour ce qui est de l'objection, ça passera-t-elle encore ? M. Benazet gagne son pécuniaire — mais « de conscience » !

M. Benazet ne peut pas comprendre ça. — Evidemment, — Quand même, être plus va- che qu'un ministre de la Guerre... Faut bien être le dernier des benazets de la presse parisienne (qui a compté pourtant de fades).

SERA SAUVÉE QUE PAR UNE CURE DE NATIONALISME. Si non, bolcheviques, anarchistes, individualistes achèveront de pourrir des jeunes gens que l'on instruit bien dans le métier des armes mais...

Ça, bien sûr, pour ce qui est de l'âme, nous...

Tout cela ne nous empêchera pas de dire que de pareils articles feraient dégoûter un canard.

Mais les canards ne lisent pas L'Aurore. Mais, les lecteurs de L'Aurore ne sont pas des canards.

Et pour finir, l'apothéose : « LA FRANCE NE

CULTURE ET RÉVOLUTION

PROBLÈMES ESSENTIELS

COLONIALISME PARTOUT !

Nos régimes contemporains sont tous des régimes arbitraires, soit en acte, soit en puissance. Car tous admettent qu'il existe dans la société une volonté qui n'est pas la leur, et qu'ils ont le droit de la réprimer, ni limitée, ni limitée, cette volonté fait loi et qu'il n'y a de loi que cette volonté, ce qui est la définition même de l'arbitraire : « Sit pro ratione voluntas » (1).

Bertrand de JOUVENEL (Fédération, page 462.)

DEPUIS que les conceptions anarchistes ont pris corps, depuis qu'elles se sont dégagées du combat social lui-même, les militants anarchistes ne sont jamais désintéressés des luttes populaires, en apparence nationales, mais permettant de promouvoir la Révolution Libérale, ou d'en créer les bases. Bakounine, à propos de la Révolution de 1793, Voline, au sujet de l'épopée makhovine, Camillo Berneri, au cours de la révolution espagnole, avec eux tous penseurs et militants, ont fait ressortir la nécessité pour les révolutionnaires d'orienter les luttes populaires en y participant. Féconder le combat populaire par la pensée révolutionnaire fut et doit demeurer une des tâches essentielles. Pourquoi, en conséquence, n'aurions-nous pas appliqué ce principe d'action au combat que mènent en ce moment les peuples colonisés pour leur libération du colonialisme ?

Nous avons dénoncé tous les prétextes derrière lesquels l'embusquent les colonialistes : « Ces gens-là n'ont pas de besoins », a-t-on dit, pour justifier les bas salaires imposés aux indigènes. Nous avons démontré que les peuples colonisés avaient des besoins pressants. « Ils ne sont pas travailleurs », a-t-on ajouté. Nous avons prouvé qu'ils travaillaient plus et mieux que les exploités. A l'argument : « Ils ne savent pas se gouverner eux-mêmes », nous avons rétorqué : « Et vous-mêmes, savez-vous organiser la saine gestion de votre propre pays ? » Quant au prétexte : « Si nous les laissons faire, ils nous mettront dehors, l'étranger prendra notre place », le misérable exemple du régime d'un Bao-Dai fournissant une réplique de la même qualité que la question. Que restait-il donc, en fin de compte, pour justifier un colonialisme assassin que nous ne sommes certes pas seuls à combattre ? (2)

Il ne restait rien ! Rien d'avouable, tout au moins. Rien qui puisse se justifier aux yeux mêmes de l'hypocrite morale bourgeoise. Mais alors, pourquoi la fait colonial devient-il universel ?

Un Claude Bourdet, coupable d'indéfendables agissements à l'égard de la Fédération Anarchiste, est lui-même contraint de reconnaître, dans le dernier numéro des « Temps Modernes », que « des phénomènes de même nature (que la colonisation) se déroulent dans d'autres relations internationales et constituent une sorte d'extension du Fait Colonial ». Incriminant l'hégémonie soviétique des pays satellites de l'Est, dénonçant, de même, la suprématie américaine sur l'Occident basée sur une puissance militaire toujours menaçante, Claude Bourdet comment cependant un « erreur » : dès lors qu'il met en relief l'analogie de ces situations avec l'état de fait colonial, Bourdet se rend coupable d'un grave abus de langage, d'une importante escroquerie à la logique. C. Bourdet veut ignorer l'importance de la notion d'impérialisme, notion dépendante de celle d'étatisme !

Le colonialisme, pour nous, est un effet-signe de l'impérialisme qui est lui-même un corollaire du Pouvoir d'Etat, un attribut parmi d'autres. Bourdet dirait-il de l'Etat qu'il « colonise » les contribuables ? Bien sûr, combattre le colonialisme, c'est combattre l'impérialisme, mais ne faut-il pas, alors, combattre l'étatisme pour abattre l'impérialisme ? Assurément, si l'on veut être logique, à condition surtout de se vouloir révolutionnaire. Ce qui n'est que l'intention du Bourdet. On voit, cependant, l'importance de la distinction qu'il ne faut pas manquer d'introduire. Comment se traduit-elle dans les faits ?

Admettre que la lutte anti-impérialiste et anti-étatique est complémentaire de la lutte anticoloniale conduit, immédiatement, à réaliser qu'une émancipation coloniale basée sur l'étatisme est vide de contenu sérieux. C'est affirmer aussi que le combat des travailleurs français contre l'Etat-patron renforce l'efficacité du combat des travailleurs de l'Union Française contre l'Etat-colonialiste. C'est, finalement, établir que l'émancipation des peuples coloniaux ne doit pas s'accomplir par l'avènement d'un Etat national, lui-même obligatoirement impérialiste, sinon « en acte », du moins « en puissance ». Est-ce à dire que nous devons nous détourner des peuples colonisés qui, en toute bonne foi, espèrent accéder au bien-être, à la paix et à la liberté par la voie d'un Etat national, ceci sous l'influence de dirigeants sinon intéressés, du moins peu clairs-voyants ?

Lors même que telle serait notre volonté, il nous serait impossible de laisser les peuples colonisés à leur terrible sort. Notre propre combat contre l'étatisme sert automatiquement leur cause. Conscients de ce fait, et pour de multiples raisons, les Anarchistes ont entrepris dans toute « l'Union française » de participer activement aux luttes populaires afin de permettre la création des bases de la Révolution Libérale en ces pays : irrédémment opposés à la répression colonialiste, contempteurs des superprofits des requins du commerce, ennemis résolu de la bureaucratie de l'Administration, adversaires permanents du militarisme meurtrier, haïssant les infamies de toute filaille, les Anarchistes mènent au sein des peuples colonisés, au côté de tous les hommes de bonne volonté, le vrai combat.

La position anarchiste est claire : soutien des luttes menées par les peuples coloniaux contre les puissances impérialistes, mais soutien critique dans le sens de la réalisation des structures libérales. Ainsi, à côté des programmes variés, parfois opposés, des divers partis « nationalistes », le mouvement Anarchiste apporte le sien, le seul clair, le seul qui réponde au fond des problèmes. Il ne nous est donc pas permis de choisir entre le Vieux-Destour, le Néo-Destour, entre Ferhat Abbas ou Messali Hadj, entre l'Istiglal et les autres partis indigènes. Le Mouvement Anarchiste n'est pas avec les partis, il est avec le peuple, exprimant ses aspirations véritables, qui dépassent, quelles que soient les apparences, la simple « Libération nationale » ! Le peuple français, les travailleurs français, n'attendaient-ils que le départ des nazis, en 1944 ? Le peuple hindou ne voulait-il pas autre chose que l'impuissance de Nehru ? Le peuple d'Espagne veut-il seulement chasser Franco ?

Nos objectifs propres demeurent explicites. Seul un combat quotidien, humble et persévérant, peut prouver notre bonne foi et ouvrir l'esprit des peuples quant à la valeur de nos intentions, quant au réalisme de nos solutions. C'est pourquoi nous luttons.

CLAUDE LORINS.

N. B. — La position anarchiste et les problèmes nationaux, voir : Michel Bakounine (La Révolution Sociale ou la Dictature militaire, p. 84 à 85) ; Voline (Révolution inconnue, p. 520-521) ; Camillo Berneri (Guerre de classes, p. 9 et 10).

(1) Que la volonté tienne lieu de raison (N.D.L.R.).
(2) Cf. « Monde Ouvrier » (2^e quinzaine d'août).

SERVICE DE LIBRAIRIE

(Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris sans la recommandation.)

ROMANS D'AVANT-GARDE ET DOCUMENTS

A. ROESTLER : Croisade sans croix, 210 fr. (240 fr.). Un testament espagnol, 180 fr. (210 fr.). La lie de la terre, 240 fr. (285 fr.). La tour d'Ezra, 360 fr. (405 fr.). Les hommes ont soif, 780 fr. (875 fr.). G. GIRONO : Noé, 315 fr. (360 fr.). E. ROBLES : La mort en face, 360 fr. (390 fr.). J. HUMBERT : Sous la capote, 360 fr. (390 fr.). HAN RYNER : Face au public, 200 fr. (230 fr.). J. ALBERNY : Les courants, 350 fr. (420 fr.). Le Christ à Hollywood, 200 fr. (230 fr.). I. SILONE : Le pain et le vin, 420 fr. (465 fr.). Le grain sous la neige, 480 fr. (575 fr.). G. GUARESCHI : La petite monde de Don Camillo, 360 fr. (415 fr.). G. GREENE : Voyage sans cartes, 450 fr. (520 fr.). BOU-TEFFU : Vieille de fête, 290 fr. (320 fr.). R. ROBBAN : Si l'Allemagne avait vaincu, 480 fr. (465 fr.). J. MARSTAN : Notes ou la vie interdite, 225 fr. (255 fr.). Ida VAN DE LEEN : La hulotte, 300 fr. (330 fr.). Aldous HUXLEY : Jaune de chrome, 370 fr. (405 fr.). Le plus sot animal, 200 fr. (230 fr.). Dépouilles mortelles, 200 fr. (230 fr.). Wood KAHLEK : Le pain glorieux, 260 fr. (290 fr.). J. GALTIER-BOISSIER : Mon journal dans la grande pagode, 400 fr. (455 fr.). La bonne vie, 240 fr. (270 fr.). H. DE BALZAC : Vautrin, 350 fr. (395 fr.). Henri POUILLE : Ils étaient quatre, 210 fr. (240 fr.). Pain de soldat, 450 fr. (495 fr.). Le pain quotidien, 210 fr. (240 fr.). Les Damnés de la terre, 240 fr. (270 fr.).

L'ÉCRAN ET LA VIE

L'INNOCENT EST COUPABLE

— Pour qui me prenez-vous ?
— Pour un flic, monsieur l'agent.
— Malpoli, Venez un peu répéter cela devant le commissaire.
— Pourquoi ? Je n'ai rien fait !
— Insulte à représentant de l'autorité, mon gaillard.
— Salaud !

Premier dialogue du film Quai de Grenelle, premier drame qui fera de Jean-Louis un assassin.

Fatalité, disent les « braves » gens, qui mène un être jeune et sain au meurtre, transforme celui qui aime en amant de la femme de son frère, fatalité qui fait de l'homme pur un traître... Résultante de la vie sociale, divisons-nous, en partie inévitable. Ce qui ne change rien.

Jean-Louis n'a rien fait que d'aimer la liberté et une femme. Le « hasard », enchevêtrement de volontés imbéciles, le conduira à la mort, le corps criblé de balles, innocent, fier, mais las de la bêtise des hommes. Son crime ? Traverser la rue, un jour de printemps, en dehors des clous. C'est tout...

Un beau film avec Maria Mauban et Jean Vidal.

MODERNISME ÉTERNEL

L'ombre et la lumière, production tissée de psychiatrie profonde, de haute-couture, de grande musique et d'amour vrai réussit, par la grâce de Maria Casarès et de Simone Signoret, à vivifier un thème d'un modernisme conventionnel.

Ne retenons de ce film que visages d'amour, rictus de haine, crispations de douleur : ils suffisent à nous émouvoir, à chasser une pensée trop cruellement critique.

MORT TROP TOT

Un innocent de plus, innocent condamné par les idiots, innocent que des camarades réussissent à sauver après une épopée gangstéro-policière souvent grotesque.

Mais il y a Guette Leclerc, femme-bandit et putain, qui mourra pour sauver celui qu'elle aime, celui qui ne l'aime pas. Version trop moderne d'Andromaque, les Aventuriers de l'air est un trop vieux film pour échouer ailleurs que dans les quartiers populaires. Tant mieux.

PETIT Etienne.

CLASSIQUES DE L'ANARCHIE

NOTRE COMMUNISME

NOTRE Fédération Anarchiste, engagée dans les luttes quotidiennes, cherchant à la lumière des expériences et des événements à « aller au delà de la proclamation vaine de principes généraux abstraits » à quelquefois été accusée de mettre en veilleuse les grands principes de l'Anarchisme, accusée de rompre peu à peu avec un passé plus « pur ». Certains même ont vu dans l'usage que nous avons fait des expressions « socialisme » ou « communisme » même flanquées des adjectifs « libertaire » ou « anarchiste », une sorte de déviation. Nos militants ont toujours rétorqué aux tenants d'un « purisme » bien difficile à fixer, que la Fédération Anarchiste de France, de par son attitude réaliste, efficace, mais authentiquement antiautoritaire, était dans la tradition vivante des pionniers de l'Anarchisme comme mouvement social, que les organisations anarchistes (1) étaient filles des courants antiautoritaire, fédéraliste, Bakouniste, de la 1^{re} Internationale et non des théories particulières, véritables déviations, que constituaient à une époque intermédiaire, les courants pacifistes intégraux ou individualistes ou antiorganisateurs.

Nous sommes heureux de pouvoir montrer à nos lecteurs que nos soucis et nos combats avaient été, depuis longtemps, ceux des militants et des groupes, de mesurer ainsi quel chemin a été parcouru, quelle renaissance il nous est donné de vivre. Dès 1934, dans « Terre Libre » que dirigeait alors Hoche Meurant, le texte que nous publions ci-dessous rappelait aux anarchistes l'origine véritable de notre mouvement et montrait comment l'individualisme était non pas la négation mais le but et même le contenu du socialisme véritable.

LA REDACTION

Le mouvement anarchiste est né d'une réaction contre la déviation étatique et réformiste du socialisme. Il garde le mérite d'avoir maintenu, contre l'opportunisme, les plus hautes valeurs du socialisme : le sens de la liberté et de la dignité individuelle.

D'autre part, en affirmant l'incompatibilité du socialisme et du pouvoir d'Etat, c'est-à-dire d'une direction so-

cialiste qui n'est pas l'émanation directe de la collectivité, les anarchistes restent fidèles à la condition et à l'objectif essentiel du socialisme.

Il n'est néanmoins pas possible de reconnaître comme complètement socialistes, les mouvements anarchistes d'aujourd'hui.

En prenant conscience des erreurs essentielles du marxisme, l'anarchisme ne parvient cependant pas à remonter jusqu'à une conception saine et juste du socialisme. Le marxisme, partageant en cela les illusions de la science du XIX^e siècle, poursuivait l'ambition d'enfermer définitivement l'ensemble des phénomènes sociaux à l'intérieur d'une somme rigoureusement scientifique. L'anarchisme, par contre, prolongeait l'idéalisme des philosophes du XVIII^e siècle, et de certains socialistes utopistes. Incapable d'aller au-delà de la proclamation vaine de principes généraux abstraits, il se borna dans l'ordre doctrinal à ramener le problème social à la lutte entre deux antinomies morales absolues : liberté contre autorité.

Cette façon de considérer le problème social, sans parvenir à préciser la valeur relative de ces deux notions, fit oublier aux anarchistes l'origine et le sens historique de leur mouvement.

A lors que l'anarchisme fut originairement une tendance antiautoritaire au sein du mouvement socialiste, les anarchistes abandonnèrent cette conception et comprirent « an-archie » au sens purement étymologique et abstrait. Ainsi compris, l'anarchisme permet des conclusions et des applications fort diverses, indépendantes du socialisme, voire opposées à lui. C'est également pourquoi le mouvement anarchiste se trouve aujourd'hui divisé en tendances et courants multiples, imprécis et parfois nettement contradictoires. Enfin, dans le domaine de l'action sociale, cette attitude amena le détachement des moyens de lutte et de réalisation.

Nous concluons de ces remarques, que les anarchistes ayant gardé leur potentiel et leur fond socialiste, ont le devoir de se dégager des traditions et des déviations qui les paralysent.

(1) Telles la Fédération Anarchiste ibérique, l'anarchisme communiste bulgare, japonaise, etc...

LES LIVRES LE ROMAN DE L'AMÉRIQUE

LANZAT, du « Figaro Littéraire », victime d'une myopie perverse, a favorablement rendu compte dans cette feuille « réac », du livre qui nous occupe aujourd'hui.

Or, « au fil du temps », chronique de la pathologie sociale américaine des années vingt, est un livre nettement antibourgeois, antifigaro. L'auteur, que sa pureté et la médiocrité américaine a tué prématurément, victime banale de la misère et l'incompréhension, est digne vraiment du nom d'Homme : il a vu les choses, il a témoigné sincèrement de la vie.

Toute l'Amérique d'il y a vingt ans nous est merveilleusement rendue, par ce livre, le visage des U.S.A. contemporains. Vie des paysans et vie des ouvriers, souffrance des nègres et souffrance des juifs, malheur des pauvres

et malheur des riches, la nature et les machines, soumission et révolte, toute la vie ardente d'un pays est évoquée. Vie d'un pays est même trop peu dire. Au fil du temps c'est la vie de tous les pays, la jeunesse pleine de fureur d'un univers à la fois maudit et béni, inachevé.

S'il était légitime de tenter une confrontation entre une personne révolutionnaire et une personne littéraire, comparée à Bakounine le héros de ce roman serait légitime, tant il respire ce qu'il y a de plus élevé en l'humanité.

Un livre très long, qu'il faut lire en entier, avec passion et patience : un livre-témoignage.

LA SEMAINE PROCHAINE : L'Occidentisme devant la science, de M. Bouc, vu par J. LAMBERT.

PSYCHO.

Leur liberté Comment Moscou discrédite l'idéal socialiste

(Suite de la première page)

faite pour nous étonner et nous exaspérer que n'est l'impudente affirmation, en vertu de laquelle cette politique est en réalité « admissible » et que dans l'intérêt bien compris des peuples opprimés — en sorte que l'Etat russe doit être pris comme protecteur et comme guide, également par les prolétaires italiens.

« Etant donné qu'il est techniquement impossible d'entendre les yeux du public, du moins dans les pays où les Russes ne disposent pas encore du monopole de l'information, le premier résultat de l'apologie systématique de tout ce qui se passe au-delà du rideau de fer est, en fin de compte, un complet discrédit de l'idéal socialiste ». Une autre conséquence non moins désastreuse est la suivante : là où « le mal » n'est pas reconnu comme tel, et là où il n'est pas expliqué comme une « nécessité transitoire » mais « une « nécessité » manquant la première et la plus importante condition de tout progrès. » La position d'ignominie Silone est assez décevante. J'ai tenu à la citer intégralement, pour éviter tout malentendu. On peut, « cum grano salis », l'interpréter de la façon suivante :

« 1) Nous, socialistes occidentaux, nous sommes en 1918-1923, au face de l'opinion et des masses populaires occidentales, pour servir de garants moraux au bolchévisme léniniste, quels que fussent d'ailleurs ses crimes contre la liberté et la vie des masses populaires soviétiques. Et aujourd'hui, encore nous sommes disposés à accorder au bolchévisme stalinien la même faveur, mais à une seule condition : c'est qu'il reconnaisse devant nous sa conduite comme immorale (encore que nécessaire, dans une certaine mesure, par les circonstances) en ce qui concerne la terreur policière, le travail forcé et autres péchés commis contre le socialisme démocratique.

« 2) Le martyre de douze millions de forçats soviétiques est une chose que nous déplorons, mais pour laquelle nous admettrons volontiers des circonstances atténuantes — ou même sur laquelle nous passerons l'éponge pour cause de « force majeure » — si les Staliniens consentaient à le déplorer aussi, au lieu de le revendiquer comme un acte socialiste.

« 3) Nous serions même disposés à admettre comme un « héritage historique », provenant du tsarisme et de la première guerre mondiale, le régime de terreur qui va s'aggravant depuis trente-trois ans, dans le pays et dans le parti de la Dictature « prolétarienne », pourvu qu'on veuille bien nous le présenter comme un mal transitoire et nécessaire, et non pas comme une chose bonne en soi.

« 4) Le plus grand péché des Staliniens n'est donc pas d'opprimer, d'exploiter et de tuer les hommes, mais de faire du tort à « l'idée » au nom de laquelle ils tuent, exploitent et oppriment « ouvertement ». Les Staliniens ne nous permettent pas de couvrir d'un voile pudique ces dérogations à l'éthique socialiste. Impuissants à les cacher, ils les glorifient ! C'est là le péché contre l'esprit, le seul qui ne soit pas pardonné. »

Métons-nous pour un moment dans la peau des Staliniens, ou plutôt de Nenni. Ne serait-il pas en droit de ré-

pondre : « Le souci des socialistes occidentaux, qui n'ont pas pris le pouvoir, est évidemment de n'être pas compromis par les socialistes orientaux, qui l'exercent avec toutes ses difficultés. Ils voudraient à la fois bénéficier du prestige des réalisations russes et maintenir « leur pureté morale » de théologiens sans avoir les réalités du pouvoir dictatorial ! C'est là une rouerie bien hypocrite. Silone s'arroge de sanctionner moralement « les mérites et les démerites », tout en reconnaissant la « détermination de l'histoire », la « force majeure » et les « maux nécessaires ». Si le salut du socialisme est la loi suprême, à quoi sert la distinction jésuitique entre une chose qui est et une chose « bonne en soi » ? Ne s'agit-il pas tout simplement de donner la pilule aux âmes faibles, après quoi, si l'on agit, on agit tout simplement comme l'ont fait les Russes en Russie ? La franchise est de notre côté, quand nous disons qu'il n'y a pas de révolution socialiste sans travail forcé et sans terreur politique, alors que Silone parle de « liberté absolue » et autres attrape-nigauds petit-bourgeois. Libre à nous de reconnaître nos aïeux chez les Pharaons et les Incas, qui ont élevé des sociétés parfaitement planifiées et dirigées ! Nous sommes les propagateurs en Occident du socialisme viril, hardiment constructeur, contre les demi-mesures des Fabiens et le moralisme des eunuques. En Italie comme ailleurs, le choix s'impose entre la Dictature du prolétariat et le fascisme réactionnaire, à l'exclusion de tout libéralisme à l'eau de roses ! »

Dans ce qui précède, je me suis fait l'avocat du diable. Voici comment je parlerais en mon propre nom, puisque Silone, contrairement à ce qu'on peut attendre de lui, n'a pas pris une position nette :

Le devoir d'un esprit libre n'est pas

Mauvaise querelle

A propos de la question soulevée dans l'écho « querelle surréaliste » paru dans le Lib 281, nous sommes, même, d'ores et déjà, de signaler que le mouvement surréaliste, comme tout ce qui demeure authentiquement révolutionnaire aujourd'hui, semble avoir été l'objet d'entreprises démagogiques de la part de certains qui avaient su gagner la confiance de Breton et de ses amis.

Les leçons d'anticléricalisme de M. Pastoureau (auteur d'un livre d'exégèse chrétienne publié en 1948 « Blessure de l'homme ») et le reproche fait par M. Maurice Henry (dessinateur à Carrefour, au Figaro Littéraire) et réalisateur d'un film à la gloire du plan Marshall), reproche d'antistalinisme forcé, paraissent, c'est le moins que l'on puisse en dire, mal venus.

LA REDACTION.

de partir d'un idéal abstrait, d'une hypothèse sociologique (quelle qu'elle soit) et d'éviter que ce principe ne soit « discrédité » par le contact des faits, dans le but de préserver « la foi en l'avenir ». Le rôle d'un esprit libre est, au contraire, de mettre impitoyablement en rapports l'idéal et sa réalisation pratique, l'hypothèse et son application, pour juger l'arbre à ses fruits et l'œuvre à sa méthode. Un idéal qui justifie, en tant que légende ou promesse, une réalité inhumaine, prétendue « transitoire », mérite d'être discrédité. Mettre sur le compte du tsarisme ou de la guerre de 1914 les barbares du bolchévisme léniniste ou stalinien ; sauver la mise à une théorie politique qui n'était qu'erronée en arrive à l'extrême : a rendu caduque, n'importe, à l'admission qu'un parti, pour massacrer et dominer, se retranche derrière la raison d'Etat, la nécessité historique, les fautes de ses prédécesseurs ou l'égoïsme sacré, en raison de la « franchise » qu'il manifeste ou pour l'amour de la théorie qu'il sauvegarde par des restrictions mentales, c'est tout simplement interdire le progrès et l'expérience humaine, qui ne peut se développer que par la conscience de l'erreur, reconnue sans aucun subterfuge.

Pour moi, anarchiste, il n'existe pas de circonstances historiques atténuantes au massacre des hommes et à leur mise en esclavage, pas d' « idée » socialiste qu'on puisse opposer à la « réalité » socialiste, pas de casuistique révolutionnaire à interposer entre les fins et les moyens. Je comprends qu'un prêtre catholique exige d'un pénitent dont il est le directeur de consciences, un acte secret de contrition et de ferme propos avant de lui octroyer l'absolution qui le rendra blanc comme neige. Je comprends que la Sainte Eglise refuse sa communion à un fanfaron de vices avant réciprocité et à un pecheur clandestin avant confession. Je comprends qu'aux yeux d'un évêque ou d'un abbé, le crime public d'un moine sadique ou d'un curé sodomiste soit avant tout un attentat contre l'Eglise et sa fonction charismatique, plutôt qu'un attentat purement humain. « Péché caché est à moitié pardonné » et « Malheur à celui par qui le scandale arrive » sont des maximes cléricales bien connues et mises en œuvre par toutes les puissances « spirituelles ». Par le sacrement de la pénitence, l'autorité de la vraie religion est restaurée sur le transgresseur de ses commandements, et c'est ce qui importe avant tout : le contenu purement humain est secondaire.

Mais il me déplait de concevoir Silone comme l'évêque ou le pape d'une Eglise socialiste dont Staline serait le mauvais moine, s'humiliant de ses fautes, recevant l'absolution et retournant à ses péchés. Je préfère trouver dans l'auteur de « Fontamara » un homme combattant simplement l'injustice parce qu'elle est injuste, l'esclavage parce qu'il asservit, et le pouvoir parce qu'il corrompt.

LE BILLET DU MILITANT

Correspondants du LIB

CORRESPONDANT DU « Lib », c'est ce titre que bon nombre de militants, de sympathisants et de lecteurs ont voulu assumer. Ainsi, chaque semaine, nous recevons, 145, qui de Valmy, des lettres, des articles, des documents qui, venus de province et de Paris, sont autant de contributions au journal. Ainsi des correspondants ouvriers et paysans, des instituteurs, etc..., font participer nos lecteurs à la vie des entreprises et des champs, à la vie de leurs communes. C'est un camarade de Château-Thierry qui nous parle de Bolland, le super-exploiteur : c'est un métayer qui nous démontre comment les gros propriétaires terriens sont contre le progrès ; c'est une ouvrière des textiles qui attire notre attention sur les cadences infernales à Lille-Roubaix-Tourcoing ; c'est un correspondant qui nous écrit sur la grève aux Etablissements Michel à Nice, c'est un militant cheminot qui s'élève contre la hiérarchie S.N.C.F., etc..., etc... Tous ces échos, qui nous arrivent d'un peu partout, donnent, chaque semaine, plus de vie à notre Libéraire et le font d'un peu partout, dans ce qu'on peut appeler la réalité sociale. Ces informations doivent se poursuivre. Nos militants, s'ils ne sont pas déjà des correspondants, auront à cœur de le devenir et aussi de former autour d'eux d'autres correspondants parmi les sympathisants, parmi leurs amis, parmi leurs camarades de travail.

Ainsi, semaine après semaine, notre « Lib » s'inscrit toujours plus dans l'actualité et intéressera toujours davantage. Semaine après semaine, l'organe de notre Fédération anarchiste développera son information et, faisant, développera son « auditoire révolutionnaire » dans les départements. Rédigé par le plus grand nombre, il sera apprécié, comme tel, par le plus grand nombre.

Quel est l'ouvrier, le petit paysan, l'artisan, le vieux travailleur, le camarade en chômage, la ménagère, qui, dans ce pays où la vie se révèle chaque jour plus difficile pour les exploités et plus facile pour les exploiters, n'aurait à cœur de prendre part à la lutte à la tribune anarchiste que le Libéraire et de participer aux combats que nous y livrons ? Quel est l'homme, quelle est la femme, quels sont les jeunes qui, voyant ce qu'ils voient chaque jour, ne voudraient faire le barrage devant l'Etat, le capitalisme, le cléricisme et le militarisme de plus en plus menaçants, en apportant leur pierre.

Nous sommes sûrs que les militants ne manqueront pas prochainement de développer notre réseau de correspondants, de le doubler, de le tripler et, plus tard, de le décupler. Nous sommes sûrs qu'ils sauront se pencher sur ce travail pratique qui, parmi leurs multiples tâches, se révèle comme une activité passionnante.

S. N.

LE SALAIRE MINIMUM NATIONAL INTERPROFESSIONNEL GARANTI ne doit pas être inférieur au budget-type

du Conseil supérieur de la Fonction publ que :
26.350 FR. - 125 FR. DE L'HEURE

En juin 1950, le chiffre mensuel de 17.500 francs avait réalisé l'accord des représentants de la C.G.T., de la C.F.T.C. et de F.O. à la Commission supérieure des Conventions collectives pour la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti.

Le 31 août 1951, le chiffre mensuel de 23.600 francs a réalisé l'accord des représentants de la C.G.T., de la C.F.T.C., de F.O. et de la C.G.C.

Notons tout de suite que ni la C.N.T., ni les autonomes ne figurent dans ces accords, ces syndicats n'ayant pas été représentés à la 12^e conférence interprofessionnelle des Conventions collectives.

Le salaire de 23.600 francs qui vient ainsi de faire l'accord des centrales précitées a ceci de caractéristique qui est d'être de 2.750 francs inférieur au montant du budget-type du Conseil supérieur de la Fonction publique qui est fixé à 26.350 francs (référence au 15 août 1951). Le moins qu'on puisse dire c'est que les « représentants ouvriers » sont en retard de 2.750 francs sur les fonctionnaires du Conseil supérieur de la Fonction publique et matière de minimum vital et qu'ils demandent par là et leur vœu et leur incapacité syndicale. Le Bureau confédéral de la C.G.T. qui, il y a un mois, demandait au ministre du Travail que le salaire minimum national interprofessionnel garanti soit AU MOINS (5) égal au montant du budget-type du Conseil supérieur de la Fonction publique, montre qu'il ne faisait à ce moment qu'un vœu platonique !

Ce que le Bureau confédéral de la C.G.T. n'a pas su défendre, il appartient aux syndicats de toutes les centrales et à l'échelle mobile de l'exiger.

Il est bien entendu que ces 26.350 francs ne sauraient être qu'un « minimum minimum », c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas empêcher la fixation de minima professionnels supérieurs à lui. ILS N'INDIQUENT, CES 26.350 FRANCE, QUE LE CHIFFRE MENSUEL AUCUN SALAIRE NE DOIT ETRE PAYE.

Quant au passage du salaire mensuel minimum garanti au salaire horaire minimum garanti, il doit se faire en divisant les 26.350 francs par 173 h. 33 et non par 200 heures, la semaine légale de travail demeurant celle de 40 heures. Par conséquent, C'EST 152 FR. 33 C. QUI INDIQUENT LE CHIFFRE HORAIRES AUCUN SALAIRE NE DOIT ETRE PAYE.

Selon ce simple calcul, et avec l'autorité du Conseil supérieur de la Fonction publique, les camarades terrassiers de l'entreprise Pommerai à Lyon, qui APRES CINQ SEMAINES DE GREVE, viennent d'obtenir 144 francs de l'heure, ont un salaire inférieur à 8 francs de l'heure au minimum vital. Et combien de camarades ouvriers et ouvrières, sont dans ce cas ?

26.350 francs (152 francs de l'heure), échelle mobile et suppression des abatements de zone, telle est résumée la plateforme efficace de lutte de tous les travailleurs qui obligera les dirigeants de la C.G.T., de F.O. et de la C.F.T.C. à un peu plus de dynamisme !

Quant au taux du nouveau salaire minimum garanti par le gouvernement, qu'est-ce, sinon un chiffon de papier ?

(1) Souligné par nous (N.D.L.R.).

Serge NINN.

LE COMBAT OUVRIER

LES 23.600 FRANCS

Les travailleurs C.G.T. et C.F.T.C. luttent pour le maintien des 23.600 francs, chiffre qui a fait l'accord des trois centrales à la Commission supérieure des Conventions collectives. La C.G.T. combat, elle, pour les 23.600 fr. sur la base de 40 heures par semaine, c'est-à-dire pour les 135 francs de l'heure. La C.F.T.C. et F.O. semblent incliner pour le mois de 200 heures, c'est-à-dire pour 118 francs de l'heure. Ainsi toute cette lutte repose-t-elle sur un malentendu qui doit être dénoncé. On dira que les 152 francs de l'heure que nous proposons ajoutent à la confusion. Nous répondons à cela que cette proposition a le mérite d'être plus proche des aspirations revendicatives ouvrières que celle qui concerne le salaire MINIMUM.

Que les travailleurs soient luis, surtout en province, de gagner les 23.600 francs (152 francs de l'heure) que préconise le Conseil supérieur de la Fonction publique, et que nous défendons par ailleurs, personne ne le sait mieux que nous. Nous avons constaté seulement que le Conseil supérieur de la fonction publique, quoique réformé, n'est plus loin dans sa réclamation que les dirigeants de la C.G.T., de la C.F.T.C. et de F.O. et c'est pourquoi, afin de ne pas être inutilement taxés de démagogie, nous faisons notre cette réclamation qui, pour nous, n'est qu'un point de départ et de l'objectif à atteindre que pour mieux le dépasser ensuite.

Dans cette bataille des 23.600 francs, partout où elle aura lieu, nos militants seront présents, afin de ne pas rompre l'unité, mais ils sauront diriger ensemble la lutte d'audace et les combats de guider leurs camarades plus loin.

CHEZ LES METALLIS

CHEZ RENAULT. — Les syndicats C.G.T., C.F.T.C. et S.I.R. se mettent d'accord pour la revendication de 45 francs de l'heure et l'échelle mobile, au département 76. Au département 74, une délégation se rend à la direction et réclame les 8.000 francs d'augmentation que se sont octroyés les délégués. Toujours au département 74, un comité d'unité d'action se forme, composé de travailleurs inorganisés, C.G.T., C.F.T.C., F.O. et S.I.R.

AUX ATELIERS DE LA GUERRE (Cher). — 900 travailleurs obligent la direction à exécuter la direction désirait mettre sur pied des méthodes de « productivité ». Forts de ce premier succès, les travailleurs ont été pressés aux revendications et aux débrayages pour la faire aboutir. A LA C.I.M.T. de Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire), près de 1.000 métallurgistes ont déclenché une grève le 3 septembre avec, comme objectif, une majoration de 20 francs de l'heure. Les autonomes sont à l'origine de cette action.

A LA FONDERIE ROUGE, les travailleurs n'ont pas obtenu l'augmentation uniforme des salaires de 10 francs de l'heure et une prime de vacances de 5.000 francs pour chaque salarié (D.F. Correspondant).

AUX ACIERIES DE LONGWY, trois hauts fourneaux sont paralysés par la grève à l'usine Martin. Deux jours Martin sont également arrêtés. Les précédents mouvements en Meurthe-et-Moselle, notamment à la Tréfilerie de Gorcy qui viennent de se terminer, montrent que les métallurgistes et sidérurgistes lorrains mènent un combat acharné contre le Comité des Forges.

AUX FORGES D'ENNEBONT (Morbihan), 600 laminiers sont en grève. La cause de ce mouvement résiderait dans l'embarras d'un mouchard par la direction. Les travailleurs luttent d'instinct pour la direction aurait l'intention de procéder à d'autres embauchages de ce genre. On ne peut que féliciter ces camarades de leur vigilance et inviter les travailleurs de ce pays à veiller aussi à ce genre de manœuvres patronales.

A LA FONDERIE ROUGE, les travailleurs n'ont pas obtenu l'augmentation uniforme des salaires de 10 francs de l'heure et une prime de vacances de 5.000 francs pour chaque salarié (D.F. Correspondant).

AUX ACIERIES DE LONGWY, trois hauts fourneaux sont paralysés par la grève à l'usine Martin. Deux jours Martin sont également arrêtés. Les précédents mouvements en Meurthe-et-Moselle, notamment à la Tréfilerie de Gorcy qui viennent de se terminer, montrent que les métallurgistes et sidérurgistes lorrains mènent un combat acharné contre le Comité des Forges.

AUX FORGES D'ENNEBONT (Morbihan), 600 laminiers sont en grève. La cause de ce mouvement résiderait dans l'embarras d'un mouchard par la direction. Les travailleurs luttent d'instinct pour la direction aurait l'intention de procéder à d'autres embauchages de ce genre. On ne peut que féliciter ces camarades de leur vigilance et inviter les travailleurs de ce pays à veiller aussi à ce genre de manœuvres patronales.

A LA FONDERIE ROUGE, les travailleurs n'ont pas obtenu l'augmentation uniforme des salaires de 10 francs de l'heure et une prime de vacances de 5.000 francs pour chaque salarié (D.F. Correspondant).

AUX ACIERIES DE LONGWY, trois hauts fourneaux sont paralysés par la grève à l'usine Martin. Deux jours Martin sont également arrêtés. Les précédents mouvements en Meurthe-et-Moselle, notamment à la Tréfilerie de Gorcy qui viennent de se terminer, montrent que les métallurgistes et sidérurgistes lorrains mènent un combat acharné contre le Comité des Forges.

AUX FORGES D'ENNEBONT (Morbihan), 600 laminiers sont en grève. La cause de ce mouvement résiderait dans l'embarras d'un mouchard par la direction. Les travailleurs luttent d'instinct pour la direction aurait l'intention de procéder à d'autres embauchages de ce genre. On ne peut que féliciter ces camarades de leur vigilance et inviter les travailleurs de ce pays à veiller aussi à ce genre de manœuvres patronales.

A LA FONDERIE ROUGE, les travailleurs n'ont pas obtenu l'augmentation uniforme des salaires de 10 francs de l'heure et une prime de vacances de 5.000 francs pour chaque salarié (D.F. Correspondant).

AUX ACIERIES DE LONGWY, trois hauts fourneaux sont paralysés par la grève à l'usine Martin. Deux jours Martin sont également arrêtés. Les précédents mouvements en Meurthe-et-Moselle, notamment à la Tréfilerie de Gorcy qui viennent de se terminer, montrent que les métallurgistes et sidérurgistes lorrains mènent un combat acharné contre le Comité des Forges.

AUX FORGES D'ENNEBONT (Morbihan), 600 laminiers sont en grève. La cause de ce mouvement résiderait dans l'embarras d'un mouchard par la direction. Les travailleurs luttent d'instinct pour la direction aurait l'intention de procéder à d'autres embauchages de ce genre. On ne peut que féliciter ces camarades de leur vigilance et inviter les travailleurs de ce pays à veiller aussi à ce genre de manœuvres patronales.

A LA FONDERIE ROUGE, les travailleurs n'ont pas obtenu l'augmentation uniforme des salaires de 10 francs de l'heure et une prime de vacances de 5.000 francs pour chaque salarié (D.F. Correspondant).

AUX ACIERIES DE LONGWY, trois hauts fourneaux sont paralysés par la grève à l'usine Martin. Deux jours Martin sont également arrêtés. Les précédents mouvements en Meurthe-et-Moselle, notamment à la Tréfilerie de Gorcy qui viennent de se terminer, montrent que les métallurgistes et sidérurgistes lorrains mènent un combat acharné contre le Comité des Forges.

AUX FORGES D'ENNEBONT (Morbihan), 600 laminiers sont en grève. La cause de ce mouvement résiderait dans l'embarras d'un mouchard par la direction. Les travailleurs luttent d'instinct pour la direction aurait l'intention de procéder à d'autres embauchages de ce genre. On ne peut que féliciter ces camarades de leur vigilance et inviter les travailleurs de ce pays à veiller aussi à ce genre de manœuvres patronales.

A LA FONDERIE ROUGE, les travailleurs n'ont pas obtenu l'augmentation uniforme des salaires de 10 francs de l'heure et une prime de vacances de 5.000 francs pour chaque salarié (D.F. Correspondant).

AUX ACIERIES DE LONGWY, trois hauts fourneaux sont paralysés par la grève à l'usine Martin. Deux jours Martin sont également arrêtés. Les précédents mouvements en Meurthe-et-Moselle, notamment à la Tréfilerie de Gorcy qui viennent de se terminer, montrent que les métallurgistes et sidérurgistes lorrains mènent un combat acharné contre le Comité des Forges.

AUX FORGES D'ENNEBONT (Morbihan), 600 laminiers sont en grève. La cause de ce mouvement résiderait dans l'embarras d'un mouchard par la direction. Les travailleurs luttent d'instinct pour la direction aurait l'intention de procéder à d'autres embauchages de ce genre. On ne peut que féliciter ces camarades de leur vigilance et inviter les travailleurs de ce pays à veiller aussi à ce genre de manœuvres patronales.

A LA FONDERIE ROUGE, les travailleurs n'ont pas obtenu l'augmentation uniforme des salaires de 10 francs de l'heure et une prime de vacances de 5.000 francs pour chaque salarié (D.F. Correspondant).

AUX ACIERIES DE LONGWY, trois hauts fourneaux sont paralysés par la grève à l'usine Martin. Deux jours Martin sont également arrêtés. Les précédents mouvements en Meurthe-et-Moselle, notamment à la Tréfilerie de Gorcy qui viennent de se terminer, montrent que les métallurgistes et sidérurgistes lorrains mènent un combat acharné contre le Comité des Forges.

AUX FORGES D'ENNEBONT (Morbihan), 600 laminiers sont en grève. La cause de ce mouvement résiderait dans l'embarras d'un mouchard par la direction. Les travailleurs luttent d'instinct pour la direction aurait l'intention de procéder à d'autres embauchages de ce genre. On ne peut que féliciter ces camarades de leur vigilance et inviter les travailleurs de ce pays à veiller aussi à ce genre de manœuvres patronales.

A LA FONDERIE ROUGE, les travailleurs n'ont pas obtenu l'augmentation uniforme des salaires de 10 francs de l'heure et une prime de vacances de 5.000 francs pour chaque salarié (D.F. Correspondant).

AUX ACIERIES DE LONGWY, trois hauts fourneaux sont paralysés par la grève à l'usine Martin. Deux jours Martin sont également arrêtés. Les précédents mouvements en Meurthe-et-Moselle, notamment à la Tréfilerie de Gorcy qui viennent de se terminer, montrent que les métallurgistes et sidérurgistes lorrains mènent un combat acharné contre le Comité des Forges.

AUX FORGES D'ENNEBONT (Morbihan), 600 laminiers sont en grève. La cause de ce mouvement résiderait dans l'embarras d'un mouchard par la direction. Les travailleurs luttent d'instinct pour la direction aurait l'intention de procéder à d'autres embauchages de ce genre. On ne peut que féliciter ces camarades de leur vigilance et inviter les travailleurs de ce pays à veiller aussi à ce genre de manœuvres patronales.

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

La productivité ? MARCHE DE DUPES !

« L'accroissement de la productivité est une des conditions essentielles de l'amélioration du niveau de vie » est le refrain à la mode chanté par le gouvernement et le patronat français. Que les industriels soient tentés d'améliorer leur niveau de vie n'est pas de nature à nous étonner, la publication des bilans des sociétés nous montre qu'ils y réussissent très bien. La productivité est seulement la trouvaille la plus récente permettant à ces industriels d'accroître l'accroissement de leurs bénéfices et super-bénéfices. Que les bons réformistes de la C.G.T.F.O. et de la C.F.T.C., jaloux des lauriers de Croizat-retrouvons-nous-manches, aient le goût d'entrer dans le jeu du Gouvernement et du Patronat n'est pas de nature à nous surprendre. Que les travailleurs soient touchés par la grâce stakhanoviste voilà, par contre, qui pourrait nous étonner car ils en reviennent vite ! Témoin l'ajusteur outilleur, Jean Franchi de l'usine Alsthom de Belfort.

L'usine Alsthom (locomotives électriques, équipement de navires, de barages, etc...) peut être considérée comme une entreprise-pilote de la productivité. Que dit le camarade Franchi ?

— Nous avons beaucoup travaillé. Seulement le niveau de vie n'augmente guère !

En bien si ! le niveau de vie aug-

Damisch et pour tous ceux qui sont bien placés dans la hiérarchie. Le résultat de la politique de productivité est que les trois organisations C.G.T., C.F.T.C., F.O., de l'Alsthom, dans un communiqué commun, dénoncent aujourd'hui la rapacité du patronat qui refuse de satisfaire leurs revendications (15.000 francs de prime de vacances, 15 % d'augmentation minimum, échelle mobile, etc...) alors que les bénéfices avoués de l'année écoulée sont supérieurs de 33 % à 1949.

Ce simple exemple est significatif d'autant plus que Jean Franchi faisait partie de la première mission de productivité française aux Etats-Unis en septembre 1949. Enthousiaste à l'époque il est aujourd'hui déçu.

La productivité favorise surtout l'ac-

croissement des bénéfices patronaux. Cette vérité qui n'est pas celle du « Centre intersyndical (F.O.-C.F.T.C.-C.G.C.) d'études et de recherches de productivité » se trouve pourtant dans les statistiques officielles qui révèlent que la production française a augmenté de 43 % par rapport à 1928 et que le pouvoir d'achat des salariés a diminué de 50 % ! La guerre de 1939-45, la guerre d'Indochine, la guerre de Corée et les guerres qui se préparent sont payées sur le dos des travailleurs.

Budget de guerre et relèvement du niveau de vie ne se conjuguent pas ensemble lorsque la classe ouvrière est en cause. Mais budget de guerre, Taylorisme, cadences infernales, chronométrage abusif et productivité, par conséquent, sont autant de mots qui désignent l'exploitation intensive qui se trouve à l'origine des 212.000 accidents de travail recensés pour le seul premier trimestre de 1950, l'exploitation intensive qui se trouve à l'origine du chômage dans les textiles de Lille-Roubaix-Tourcoing, les Cuir et Peaux, le bâtiment, l'exploitation intensive qui se trouve à l'origine des bas salaires.

Ni le Comité national de la productivité, ni l'Association française pour l'accroissement de la productivité, ni le C.N.P.F., ni l'O.E.C.E., ni les bons réformistes ne pourront faire que la boudoir productivité ne soit dégonflée aussi bien par les travailleurs qu'elle le fut par Villiers, président du Patronat français, quand il déclarait : « Nous ne pouvons permettre qu'on lèure les ouvriers en leur faisant croire qu'à une augmentation de la production peut automatiquement correspondre une augmentation des salaires. » C'était net, ça l'est toujours.

DEVOUS-NOUS DÉFENDRE LA SÉCURITÉ SOCIALE ?

A « politique des châteaux » et les « salaires royaux » du personnel de la Sécurité sociale ont été souvent pris à partie. Si la Sécurité sociale a réellement fait transformer certains châteaux abandonnés pour les mettre au service des travailleurs et de leurs enfants, nous ne saurions l'en blâmer, si le personnel de la Sécurité sociale peut montrer ses feuilles de paie aux ouvriers sans en ressentir de gêne — et c'est volontiers que nous publions ces feuilles de paie dans le « Libertaire » — la situation scandaleuse faite à « politique des châteaux » et « salaires royaux » sont des termes dus à la malveillance.

Nous le dirons plus volontiers encore si on nous assure que le personnel de la Sécurité sociale est usager du régime général de la Sécurité et non d'un régime particulier plus avantageux et si on nous assure aussi qu'il ne touche pas le quatorzième mois. MM. Texier, président de la F.N.O.S.S., et Barbotin, secrétaire du Syndicat des organismes de Sécurité sociale de la région parisienne, ne pourraient-ils pas informer les assurés sociaux sur ces questions ? Déjà, M. Barbotin a pu — peut-être (?) répondre quelque peu quand il assurait que « les frais de gestion de la Sécurité sociale sont les plus bas, comparés à ceux de n'importe quelle administration similaire (5^e des recettes seulement) ».

En attendant, abordons la Sécurité sociale par un autre bout.

CHEZ LES OUVRIERS

AGRICOLIS

DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE. — A Arles, les ouvriers agricoles de Camargue dénoncent la situation scandaleuse faite à de nombreux travailleurs algériens par des entrepreneurs rapaces. Ces travailleurs, qui doivent pour la plupart s'abriter dans les ruines avoisinantes du Rhône, souvent sans travail sont obligés de se priver de manger.

DANS L'HERAULT. — M. Marillargues, les ouvriers viticoles obtiennent 50 % de majoration du salaire des vendanges. Ils ont obtenu la première heure supplémentaire soit majorée de 25 % et les suivantes de 50 %. A Pézenas, une commission revendicative s'est tenue. 260 travailleurs agricoles étaient présents et ont réclamé la parité des salaires agricoles des salariés industriels. L'augmentation du salaire des vendanges était à l'ordre du jour.

DANS L'AUDE. — A Narbonne, le 2 septembre, une assemblée a réuni les ouvriers agricoles de Camargue pour discuter du revendicatif : 1. Pour les salaires de l'année : de 80 francs de l'heure et un litre de vin par jour et deux litres de vin par jour. 2. Pour les salaires de vendanges : de 120 francs de l'heure et deux litres de vin par jour. 3. Pour les salaires de vendanges : de 120 francs de l'heure et deux litres de vin par jour. 4. Pour les salaires de vendanges : de 120 francs de l'heure et deux litres de vin par jour.

DANS LES PYRENEES-ORIENTALES. — Une assemblée identique a eu lieu à Perpignan. Les ouvriers agricoles revendiquent : pour les salaires de l'année : de 532 fr. et un litre de vin par jour et deux litres de vin par jour. Pour les salaires de vendanges : de 900 francs et deux litres de vin par jour et deux litres de vin par jour.

DANS LE NORD. — Dans le département du Nord un accord vient d'être signé entre les délégations ouvrière et patronale des grilles. Les salaires de 17 à 25 francs de l'heure.

Comment ne pas être aux côtés des 2.000 travailleurs du barrage de Donzères-Mondragon quand ces mineurs déposent en la personne de leur compagnon électrocuté Astol, la 70^e victime du barrage, lorsqu'ils s'efforcent de faire obstacle aux projets gouvernementaux ?

Le déficit n'est-il pas imputable aux patrons et à l'Etat-patron ? Dans la seule région parisienne, plus de 20.000 patrons n'ont pas payé leurs cotisations. A Lyon, les entreprises Darfa, Pallières, Esprit, Isibloc, Richard, Brondel, Mammoth, Hubert et Berchet, doivent

Chez les bûcherons, un ouvrier moyen peut façonner deux stères de bois de chauffage dans sa journée. Quand on sait que les prix courants sont de 220 à 230 francs le stère, on voit ce que gagne un bûcheron pour nourrir sa famille. Il faut encore tenir compte des jours fériés et du mauvais temps où l'ouvrier et sa famille doivent manger, alors que la paie journalière ne rentre pas. Aussi, un peu partout, les ouvriers bûcherons s'organisent pour poer, leurs revendications justifiées et que les patrons peuvent facilement satisfaire.

Chez les bûcherons, un ouvrier moyen peut façonner deux stères de bois de chauffage dans sa journée. Quand on sait que les prix courants sont de 220 à 230 francs le stère, on voit ce que gagne un bûcheron pour nourrir sa famille. Il faut encore tenir compte des jours fériés et du mauvais temps où l'ouvrier et sa famille doivent manger, alors que la paie journalière ne rentre pas. Aussi, un peu partout, les ouvriers bûcherons s'organisent pour poer, leurs revendications justifiées et que les patrons peuvent facilement satisfaire.

Chez les bûcherons, un ouvrier moyen peut façonner deux stères de bois de chauffage dans sa journée. Quand on sait que les prix courants sont de 220 à 230 francs le stère, on voit ce que gagne un bûcheron pour nourrir sa famille. Il faut encore tenir compte des jours fériés et du mauvais temps où l'ouvrier et sa famille doivent manger, alors que la paie journalière ne rentre pas. Aussi, un peu partout, les ouvriers bûcherons s'organisent pour poer, leurs revendications justifiées et que les patrons peuvent facilement satisfaire.

Chez les bûcherons, un ouvrier moyen peut façonner deux stères de bois de chauffage dans sa journée. Quand on sait que les prix courants sont de 220 à 230 francs le stère, on voit ce que gagne un bûcheron pour nourrir sa famille. Il faut encore tenir compte des jours fériés et du mauvais temps où l'ouvrier et sa famille doivent manger, alors que la paie journalière ne rentre pas. Aussi, un peu partout, les ouvriers bûcherons s'organisent pour poer, leurs revendications justifiées et que les patrons peuvent facilement satisfaire.

Chez les bûcherons, un ouvrier moyen peut façonner deux stères de bois de chauffage dans sa journée. Quand on sait que les prix courants sont de 220 à 230 francs le stère, on voit ce que gagne un bûcheron pour nourrir sa famille. Il faut encore tenir compte des jours fériés et du mauvais temps où l'ouvrier et sa famille doivent manger, alors que la paie journalière ne rentre pas. Aussi, un peu partout, les ouvriers bûcherons s'organisent pour poer, leurs revendications justifiées et que les patrons peuvent facilement satisfaire.

Chez les bûcherons, un ouvrier moyen peut façonner deux stères de bois de chauffage dans sa journée. Quand on sait que les prix courants sont de 220 à 230 francs le stère, on voit ce que gagne un bûcheron pour nourrir sa famille. Il faut encore tenir compte des jours fériés et du mauvais temps où l'ouvrier et sa famille doivent manger, alors que la paie journalière ne rentre pas. Aussi, un peu partout, les ouvriers bûcherons s'organisent pour poer, leurs revendications justifiées et que les patrons peuvent facilement satisfaire.

Chez les bûcherons, un ouvrier moyen peut façonner deux stères de bois de chauffage dans sa journée. Quand on sait que les prix courants sont de 220 à 230 francs le stère, on voit ce que gagne un bûcheron pour nourrir sa famille. Il faut encore tenir compte des jours fériés et du mauvais temps où l'ouvrier et sa famille doivent manger, alors que la paie journalière ne rentre pas. Aussi, un peu partout, les ouvriers bûcherons s'organisent pour poer, leurs revendications justifiées et que les patrons peuvent facilement satisfaire.

COMBAT DOCKER

VAINCRE LA GUERRE

A propos de la dissolution par Queuille de l'Internationale des marins et dockers créée par le F.S.M., « Le Libertaire », en juin 1950, prenait clairement position, stigmatisant les pratiques fascistes de la réaction au pouvoir.

Dès le 15 juillet 1949, notamment, nous avions l'hypocrisie des arguments d'un Deakin, secrétaire du syndicat des transports et assimilés de Londres qui, sous prétexte de pourrir une grève des dockers, hurlait à l'ingérence stalinienne. Qui veut voyer son chien, l'appelle de son nom. Quand on veut voyer une grève, on dit qu'elle est communiste !

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

Notre position n'a pas changé. Comment la situation a-t-elle évoluée ?

EN PAYS MINIER

Deux grèves

Le mineur algérien Lazare Ahmed, âgé de 24 ans, employé à la fosse 14 de Carvin, s'appropriant, lundi 27 août, à remonter de la mine avec les autres travailleurs ; le porion Biffenko lui commande de faire du « rabiot » et de continuer à pousser le charbon. Lazare Ahmed refuse... l'heure du travail est écoulée, il est temps de regagner le jour.

Brusquement, le porion se lance contre le mineur, l'attrape au cou et d'un violent coup de poing le fait tomber à terre où il le roue de coups de pieds.

Biffenko n'en est pas à son coup d'essai. Ses menaces et sanctions pleuvent contre tous les travailleurs, plus particulièrement les Algériens et Marocains qu'il traite de sale race.

La Gérante : P. LAVIN

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-20, P. ROCHON, imprimeur.

Les mineurs du 14 ont décidé d'obtenir son renvoi. Une délégation s'est rendue chez l'ingénieur qui promet seulement de prendre une sanction.

Alors, les 1.200 mineurs du 14 de Carvin se sont mis en grève, montrant leur volonté d'obtenir que les porions les respectent, quelle que soit leur nationalité.

CONTRE LES LICENCIEMENTS

Mille cinq cents mineurs (C.G.T., C.F.T.C. et inorganisés) des puits de pétrole de Pechelbronn (Bas-Rhin) ont manifesté unis, et exigé l'annulation des mesures de licenciements qui annoncent la liquidation du bassin pétrolier de Pechelbronn, prévu dans le cadre du plan Marshall, et impérieusement exigé par les magnats du pétrole américain.

Les 300 licenciements prononcés sont ajournés, les travailleurs ont juré de changer cet ajournement en une annulation.

N.B. — Les camarades dockers sont priés d'adresser directement au siège de notre organisation (F.A., 145, quai de Valmy, Paris 10^e), qui transmettra aux sections locales, portuaires. Pour Marseille s'adresser à Guy Lindère, groupe F.A., 12, rue Pavillon, Marseille.

(1) Voir le « Lib » des 15-7-49, 19-8-50, 2-2-51, 17-8-51 et 31-8-51.